



FONCTION PUBLIQUE

493 fonctionnaires et agents de l'Etat licenciés

Page 10

Les mis en cause sont accusés de n'avoir pas déferé aux convocations du Conseil permanent de discipline de la Fonction publique. Les premières sanctions correspondantes à l'absentéisme chronique de ces fonctionnaires et agents publics sont tombées.

CAROLINE MEVA

L'écrivaine fait une autopsie des fléaux sociaux



Page 2

LADIES-NEWS

The Women First

Hebdomadaire Bilingue d'Informations, d'Autonomisation et d'Egalité du Genre

25 mai 2021

Email: ladiesnews5@gmail.com

N° 93

400Fcf

FORUM DE BAMAKO



L'investissement sur le capital humain au cœur des préoccupations

Ce que l'on retiendra du Forum de Bamako qui vient de s'achever, c'est incontestablement : le devenir de l'Africain. De l'avis des participants à ces échanges, les dirigeants du continent doivent mettre l'accent sur le capital humain pour avoir des ressources de qualité afin de relever le défi d'un développement durable.

Page 6-9

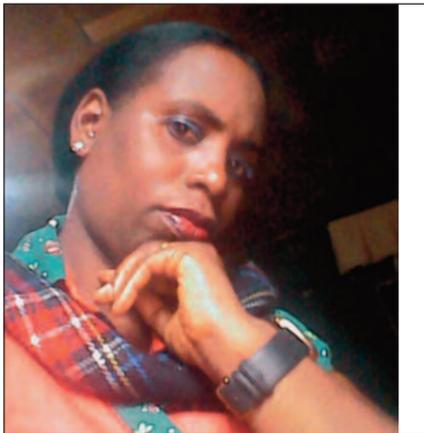
CERF FUND

Un Women and Unfpa on the same wave length

The United Nations Population Fund (Unfpa) and the United Nations entity for gender equality and the empowerment of women (UN Women) organized on Wednesday, May 19, 2021 at the headquarters of UN Women Cameroon, the ceremony launching the implementation of the project entitled "Central Emergency Response Fund" (CERF).

Page 4





CAPITAL HUMAIN ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Echos de Bamako

Chantal Nga, Directeur de Publication

Au terme de mon séjour en terre malienne, et au-delà des circonstances qui m'y ont amenée, je ne peux que saluer les autorités du Mali pour leur accueil chaleureux confirmant ainsi l'hospitalité légendaire si caractéristique de ce peuple frère. Le même sentiment de profonde gratitude va également à l'endroit de Monsieur Mabingué Ngom, le Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Unfpa, l'entité onusienne en charge des questions des populations et du développement durable. Grâce à

l'immense honneur à moi faite, ma modeste personne était comptée parmi les 350 participants à ces assises qui viennent de se tenir à Bamako, la belle cité capitale du Mali, un pays ami du Cameroun. Tiens, le Cameroun. Ce grand pays d'Afrique dont les dignes fils ont toujours su donner à tout le continent une bonne dose de fierté individuelle et d'estime de soi. C'est pour cette raison que mon clin d'œil ira tout naturellement vers Dr Eugene Kongnyuy, ci-devant Représentant Résident de l'Unfpa au Mali pour le travail de titan qu'il n'a

cessé d'abattre.

Du Forum de Bamako qui s'est achevé officiellement le 21 mai, je retiens que deux principaux constats ont été dressés par l'ensemble des participants. Premièrement, la mauvaise gouvernance politique dans les pays de l'Afrique. Deuxièmement, la faible valorisation du capital humain. Afin de pallier de façon efficace à ces manquements dont la gravité n'est plus à démontrée, les participants ont intégré au niveau des discussions des aspects comme l'instabilité dans le Sahel, la réforme en profondeur

des systèmes éducatifs dans la sous-région éponyme, ainsi que l'investissement sur le capital humain. Le fait le plus marquant aura été sans doute l'invite faite aux décideurs politiques et aux rebelles d'établir un dialogue inclusif et constructif.

S'agissant du capital humain, un accent a été mis sur le devenir de l'Africain à l'aune des mutations sociales, culturelles, politiques, économiques et politiques qui ébranlent actuellement l'humanité toute entière. Voilà donc en raccourci, quelques échos du Forum de Bamako.

CAROLINE MEVA

L'écrivaine fait une autopsie des fléaux sociaux

Après un premier roman publié en 03 tomes sous l'intitulé : "Les exilés de Douma", la romancière a récidivé avec la parution du titre *Les supplices de la chair*, en 2019, qui s'apparente à une véritable autopsie des fléaux qui minent la société actuelle, hypothéquant au passage l'avenir de la jeunesse.

Les supplices de la chair". Ainsi s'intitule le second roman de Caroline Meva, haut fonctionnaire aujourd'hui à la retraite, reconvertie depuis l'année 2006 en romancière avec notamment une abondante production littéraire, laquelle a contribué à asseoir sa notoriété dans l'univers des créateurs des œuvres de l'esprit au Cameroun. Par le truchement de cet autre roman, publié en 2019 aux éditions Lys bleu, l'écrivaine dépeint sans détours une gamme variée de faits ou fléaux sociaux qui gangrèment la société actuelle.

A travers un personnage central appelé Mabelle, la romancière balade le lecteur dans les dédales de la prostitution considérée comme le plus vieux métier du monde. Un univers où s'entremêlent toutes les activités connexes comme le clientélisme, le proxénétisme, et toutes les formes d'exploitation à caractère sexuel. En plus de la prostitution qui est la thématique centrale du roman, figurent également d'autres sujets à l'instar du viol, la polygamie, le décapage de la peau, la pauvreté, etc. Sans toutefois jeter l'anathème sur celles qui exercent le plus vieux métier du monde, l'auteure pense sincèrement que ce fléau ne devrait guère être perçu comme une fatalité. La preuve, Mabelle, qui incarne la prostituée de service dans le roman, finit par se convertir en femme politique, puis une femme d'affaires. Quelle belle leçon ! Mue par la passion de l'écriture et



de la philosophie, cette énarque émérite, issue de la promotion 1981 de l'Ecole Nationale d'Administra-

tion et de Magistrature (Enam) ; et par ailleurs ancien haut cadre de la fonction publique camerounaise,

avoue que ce penchant pour la littérature a connu un déclic au cours d'une soirée marquée par une banale coupure d'électricité. Le fait pour elle d'apaiser la tension qui montait alors parmi les plus jeunes en leur racontant sa passé, a été la principale motivation ayant conduit vers l'activité romanesque.

Découverte et mise sous les feux de la rampe par Baltazar Atangana Noah, plus connu sous le pseudonyme de « Nkul Beti », et par ailleurs fondateur de la première agence littéraire d'Afrique noire dénommée Kalara Agency, cette femme qui a vu le jour à Messamena (Ndlr : arrondissement de la région de l'Est-Cameroun), il y a de cela plus d'une soixantaine d'années, est, à la faveur de ce roman, en train de s'imposer dans l'univers de la littérature du Cameroun qui, à ce jour, a connu l'émergence des écrivaines de renom à l'instar de Utta Bella, Calixte Beyala, Delphine Tsanga et bien d'autres encore. C'est davantage un coup d'éclat que réalise Caroline Meva, jadis cadre à la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) avant sa retraite en 2005.

Une véritable percée de la part de cette romancière dont les aptitudes, voire les attitudes enclines à la pédagogie feront décidément tâche d'huile au sein de l'opinion surtout en ces temps où l'immoralisme a pris place dans la société.

Lucien Hervé EHINI

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Onu Femmes et l'Unfpa passent à l'offensive

Dans le cadre d'un projet conjoint, ces deux agences du Nations Unies, à travers leurs représentations en terre camerounaise, s'apprêtent à lancer une action commune les régions de l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en vue de capaciter les organisations « leadées » par les femmes dans la lutte contre les abus de toutes dont elles sont généralement victimes. L'annonce a été faite au cours d'une cérémonie de présentation dudit projet qui a eu lieu à Yaoundé le 19 mai 2021 au siège d'Onu Femmes.

La lutte contre les violences basées sur le genre (Vbg), le « Women Empowerment », et le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles. Telles sont là les principaux aspects qu'intègre le nouveau projet que viennent de lancer de manière conjointe Onu femmes et l'Unfpa dans trois principales régions du Cameroun minées depuis plusieurs mois déjà par des crises sécuritaires et humanitaires sans précédent. Un contexte assez difficile dans lequel l'on a enregistré la recrudescence des violences faites aux femmes. A en croire certaines statistiques disponibles, le pourcentage des victimes de ces atrocités est nettement à la hausse. Hormis le contexte difficile évoqué supra, l'on parle de 52, 6% de femmes victimes de violences conjugales au niveau national. Quant à la vulnérabilité observée au niveau des différentes strates de la société, plus de 80% de femmes sont en situation de sous-emploi.

Afin donc de ralentir cette tendance haussière des statistiques existantes, les deux entités onusiennes que sont Onu Femmes et l'Unfpa et qui opèrent en territoire camerounais, ont décidé de prendre ensemble le taureau par les cornes en lançant un projet conjoint dont la durée de vie est évaluée à 20 semaines.

Harmonisation des approches

Le projet conjoint initié par les deux agences partenaires repose sur une méthodologie rigoureusement harmonisée. D'abord, au niveau du ciblage des zones d'exécution et d'implémentation du projet. Il s'agit pour les deux agences de couvrir 03 régions, en l'occurrence l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Et dans chaque régions, les unités administratives sont les mêmes : Mayo Tsanaga, Mayo Sava pour l'Extrême-Nord, Fako et Kupe-Manenguba pour le Sud-Ouest, Momo et Boyo pour le Nord-ouest. En outre, les différentes cibles choisies par les 02 agences sont constituées des femmes, enfants, ainsi que les réfugiés internes. L'Unfpa parle de 128 000 personnes environ qui seront ciblées par le projet. En rappel, le projet vise essentiellement la prise en charge holistique des victimes. D'où la nécessité d'une étroite et franche collaboration entre les deux agences partenaires.

Spécificité de chaque agence

En revanche, la collaboration entre les deux agences n'exclut pas la particularité de chacune d'elles. En effet, en tant qu'une entité des Nations Unies qui promeut l'égalité des sexes et l'autonomi-



sation des femmes, Onu Femmes va, dans le cadre de ce projet mettre l'accent sur le volet qui lui est plus cher, notamment celui de la suppression des inégalités criardes qui existent entre les hommes et les femmes d'une part, et d'autre part, la volonté de sortir les femmes de la dépendance dans laquelle elles se trouvent au niveau des zones concernées. Quant à l'Unfpa l'accent sera mis sur l'accompagnement psychosocial des victimes, leur suivi clinique ainsi que la sensibilisation sur les Violences Basées sur le Genre (VBG). Seulement, le projet va être implémenté en fonction du mandat de chacune des entités. Autrement dit, le projet obéit naturellement aux spécificités de chaque agence intervenante.

Durée du projet : 24 mois

Financé par le Fonds CERF, qui est un fonds alloué pour les interventions d'urgence des Nations Unies, le projet conjoint qui va prendre corps dans les prochains jours, va être exécuté sur une période de 24 mois dans les régions concernées. Le calendrier des activités sera conçu pour être adapté en fonction de cet intervalle de temps. En d'autres termes, le projet s'étalera sur deux années pleines.

Financement : Le Fonds CERF

CERF (Central Emergency Response Fund) assure l'intégralité du financement de cette opération d'envergure initiée par les 02 agences onusiennes. C'est un fonds destiné exclusivement aux interventions d'urgence menées par toutes les entités onusiennes opérant à travers le monde.

Dans le cadre du projet à venir, la composante « cash » a été intégrée dans l'optique d'appuyer financièrement les différentes organisations des femmes et partenaires dudit projet.

Lucien Hervé EHINI



Siège Social :

Yaoundé-Cameroun

Tel : (+237) 672 86 35 14 / 675 01 34 71

E-mail : ladiesnews@gmail.com

Directeur de Publication

Chantal NGA

Conseiller à la Direction

Jean Marie NGA

Conseillers à la Rédaction

Fidèle Patrick AWONA

Landry NKENGUE

Conseiller en Stratégies et Marketing

Dimitri AMBA

Rédacteur-en-Chef

Lucien Hervé EHINI

677 39 41 06 / 698 25 35 99

Rédacteur-en-Chef Adjoint & Secrétaire

de Rédaction

Dimitri AMBA

Hermann III EWANE

Rédaction Centrale

Fortune NGA, Lavoisier ESSAMA

Rodrigue Florent NGANI

Aimelda VOUKENG

Léandre NDZIE

Traduction

Clovis MBEUDEU

Infographie

Véronique Nadège BISSECK

697714393

Imprimerie

JV Graf

Distribution

LADIES NEWS/ Patty FANG

CERF FUND

Un women and Unfpa on the same wave length

The United Nations Population Fund (Unfpa) and the United Nations entity for gender equality and the empowerment of women (UN Women) organized on Wednesday, May 19, 2021 at the headquarters of UN Women Cameroon, the ceremony launching the implementation of the project entitled "Central Emergency Response Fund" (CERF).

"Together we are stronger" is in essence the ideology conveyed by the joint project initiated by the two UN agencies, UN Women and the Unfpa, to crack down on gender-based violence. In order to carry out this fight, the two entities will benefit from the financing "central emergency intervention fund" of UN Women and Unfpa as part of the fight against gender-based violence and the care of women victims. Indeed, the launching ceremony aims to officially present the 24-month project to regional authorities, non-governmental partners, the humanitarian and development community, community leaders, in order to create a synergy in understanding community and ensure community ownership and effective engagement in the implementation of the project in the Far North, North West, South West and East regions.

The activities of UN Women

UN Women and Unfpa launched the two-year CERF program intended to intensify the fight against gender-based violence and also to promote gender equality through capacity building and knowledge management.

UN Women and Unfpa, two partners of choice and executive bodies of the program, because of the common approach of the two organizations, centered on the fight against GBV and the long-standing collaboration established between them on gender equality. This partnership should benefit both organizations at several levels. First, it will allow them to pool their resources and establish a dialogue on the ground between the regional focal points of the target areas. It will also allow them to harmonize policy responses and consolidate existing collaboration with regional programs of the two UN entities.



Equally important, it will allow UN Women to expand and develop its capacity building activities in different areas and at different levels. Training and awareness sessions on GBV issues and women's empowerment, and young people will be incorporated into UN Women's activities.

For some time now, Cameroon has faced an upsurge in political social conflicts – in NOSO - and the presence of armed groups in the Far North and East regions, which have resulted in serious violations of human rights. Forced displacement of thousands of people

have resulted in a series of humanitarian emergencies. The estimate made by UN Women Cameroon reveals that around 4.3 million people are in need of humanitarian assistance. Women and girls are disproportionately affected and have different levels of resilience and recovery capacity.

It is within this framework that the project will sustainably address the structural causes by the implementation of sustainable socio-economic solutions in favor of the victims of violence with a particular emphasis on women and young people, by the establishment of

" a protective environment conducive to the reintegration of victims of these practices into host and origin communities, improving access to economic opportunities and sustainable livelihoods for the most vulnerable people. On the one hand this launching ceremony aimed to present the specific activities of UN Women and those of Unfpa and their implementation partners, and on the other hand, to define the interactions between the two agencies and the modus operandi.

Rodrigue Florent NGANI

... Réactions...

HIND JALAL, Resident Representative of UN Women Cameroon



What does UN Women plan to do as a contribution to this new program?

Thank you very much for covering our official launch of this CERF program which aims to fight against violence against women and girls victims of gender violence in the Far North, North West and South West regions. Before the launch of

this project, we did a need analysis to see what women are suffering from, What the gaps are, how crises have exacerbated violence and how women still manage to access response services, whether it be prevention or repair or health service It has therefore been found that with these crises, and Covid-19 pandemic, women and girls are the most affected and violence against them has greatly increased. That's why we called on this emergency fund, as the name suggests. With the data and the situational analysis that we presented, they gave us their direct support in order to carry out specific actions to strengthen women's NGOs and those of young people who are already there to equip them because they are the better able to respond to victims more quickly. In addition, we obviously associate the State services with the MINPROFF delegates who are therefore present on the ground and who also know the needs and who, with the CPFF, the social protection services, the gendarmerie and national security.

SALOMON MFOUAPON, Humanitarian Program Manager and Project Focal Point



What are the expected results at the end of the project you are about to launch?

At the end of this joint project between Unfpa and UN Women, it will be a question of seeing that women's organizations, better women's rights organizations, have

appropriated their own protection against sexual and gender-based violence. We want, in community mobilization technique, the peer-to-peer approach. That is to say, people affected by issues are obviously in the spotlight in the fight against GBV. Usually it is the women and girls who are the victims and they need to talk about their problems and educate others. Overall this is the result we would like to achieve. Perhaps another secondary result is that one would like to see the reduction in the rate of vulnerability of women to violence. The vulnerability rate is that for those who are exposed and who are not yet victims of violence, there is a decline in the vulnerability rate compared to the current state.

Interview by R F N

AUGMENTATION DES BUDGETS CONSACRÉS AU SECTEUR ÉDUCATIF

Plan international Cameroun sensibilise les élus locaux

C'est à l'intention des élus locaux que Plan International a organisé le 17 mai 2021 à Yaoundé un atelier régional en vue de mener un plaidoyer pour le renforcement des budgets alloués au secteur de l'éducation au Cameroun.

Pour réaliser le droit à l'éducation pour tous, il faut de l'argent : plus précisément des investissements suffisants et bien ciblés dans les interventions les plus indispensables pour pouvoir offrir à tous, y compris aux plus marginalisés, une éducation de qualité. C'est dans cette optique, que Plan International Cameroun a organisé du 17 au 18 Mai 2021 à Yaoundé un atelier régional de sensibilisation et de plaidoyer en direction des élus locaux pour l'augmentation des budgets consacrés au secteur de l'éducation dans le but de favoriser une éducation inclusive et de qualité au Cameroun.

La cérémonie qui a réuni les maires et les chargés de projets de communes de Dzeng, Awae, Akonolinga, Endom, Yaoundé, Esse, Mengang, Oluanguina, Okala visait à favoriser l'accès à une éducation primaire et secondaire inclusive sous deux angles pour les enfants et les filles au Cameroun à travers l'augmentation des ressources locales consacrées au secteur de l'éducation dans l'ensemble des communes du triangle national.

Sur la trentaine de participants présents à ces travaux qui se sont déroulés à Yaoundé, on a noté la présence très remarquée de la présidente du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC), des leaders traditionnels, du responsable du programme éducation et du spécialiste genre et inclusion de Plan International et dont les échanges étaient sur des problématiques concrètes liées à l'éducation au Cameroun notamment : la budgétisation sensible au genre, les barrières à l'accès à une éducation de qualité, l'importance des filières scientifiques et techniques pour le développement local, le transfert des compétences en matière d'éducation, entre autres.

La communauté internationale se doit de prendre des mesures décisives et 190 organisations notamment Plan International ont signé un appel à l'action pour garantir la place du financement de l'éducation dans les budgets nationaux. C'est ainsi que Plan International Cameroun à travers ses nouvelles stratégies, veut faciliter une éducation inclusive de qualité pour les filles et les enfants vulnérables en menant le plaidoyer pour l'augmentation des budgets alloués à l'éducation.

A travers des exposés, échanges divers et travaux en ateliers, les hommes et les femmes élus locaux sont venus à ce plaidoyer de Plan International Cameroun car le contexte actuel avec le processus de décentralisation et du transfert des compétences au niveau local et communal, constitue une excellence opportunité de plaidoyer auprès de ces CTD en faveur d'un accroissement des ressources.

De tous les exposés ayant meublé les travaux, celui de la « budgétisa-



tion sensible au genre » reste sans conteste le plus marquant. A l'aide des chiffres et autres statistiques fort éloquentes, l'experte dans les questions liées au genre a suffisamment édifié les participants à ce sujet. L'égalité des genres et l'inclusion constituent des priorités pour la nouvelle stratégie. Passer de la rhétorique à la pratique s'avère quelque peu difficile certes, mais

une partie importante de la solution pourrait se trouver sur l'attention portée au suivi du budget et des dépenses en faveur de l'égalité des genres.

En effet, conformément à l'éducation d'ici 2030 et pour l'atteinte l'ODD 4, le gouvernement se doit de reconstituer ses ressources. Si le gouvernement prend dès à présent les bonnes mesures pour garantir

une approche plus nationale du financement locale dans sa nouvelle stratégie nationale de développement, il pourrait alors avoir un effet transformateur. Pour une éducation de qualité, il faut : Augmenter le financement public de l'éducation : c'est la part du budget national alloué à l'éducation (les taux recommandés au niveau international sont de 15 à 20 % des dépenses publiques et 4 à 6 % du produit intérieur brut alloués à l'éducation), De meilleures données : améliorer la disponibilité, le suivi, la transparence et l'utilisation des données financières, ventilées par sous-secteurs de l'éducation, et notamment des données sur l'étendue et la nature des coûts de l'éducation pour les ménages, Faire des plus défavorisés une priorité : l'allocation et l'utilisation des ressources de l'éducation doivent être ciblées en priorité sur l'augmentation de l'équité et de l'inclusion et soutenir ainsi les populations les plus marginalisées, notamment les filles et les enfants touchés par les conflits, augmenter l'efficacité et la responsabilité : les ressources existantes doivent être utilisées plus efficacement grâce à une meilleure gouvernance et une plus grande responsabilité.

Quant aux enseignants en poste, ils manquent souvent de toute formation, même minimale. Il ne sera pas possible de surmonter ces difficultés sans des investissements plus importants et plus stratégiques dans l'éducation. Le nombre d'enfants non scolarisés évolue lentement car ceux qui restent exclus sont les plus difficiles à atteindre, parce qu'ils sont pauvres, handicapés, qu'ils vivent dans des zones rurales, que ce sont des filles, des enfants appartenant à des communautés marginalisées, etc. Pour eux, il faut des interventions ciblées. La qualité de l'éducation est souvent médiocre et le déficit d'enseignants immense, parce que les gouvernements s'efforcent d'offrir une éducation à tous sans disposer des stratégies appropriées et des fonds nécessaires. Il faut donc trouver plus d'argent et vite. Les gouvernements ont la responsabilité de garantir à tous leurs citoyens le droit à l'éducation, et donc la responsabilité de le financer. Il faut aussi parvenir à utiliser aussi efficacement que possible l'argent disponible.

Au terme de ces travaux, de nombreuses résolutions ont été prises pour améliorer l'éducation des enfants, en particulier des filles au Cameroun ainsi que leur insertion socioprofessionnelle au terme de leurs études. Ainsi, Dans un monde aux ressources de plus en plus limitées, les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire sont confrontés à un formidable défi de financement, qui ne pourra être relevé qu'à condition de puiser davantage et mieux dans les ressources locales.

R. F. N.

HUMAN CAPITAL, A DRIVING FORCE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE SAHEL REGION

Mabingue Ngom emphasizes

The keynote speaker, Mabingue Ngom, maintains that UNFPA is poised to work with states to invest in human capital and is ready to support any initiatives from partners and states that spend most of their budgets on security issues, but still suffer waves of insecurity.

Sustainable development is a phrase that has been and still remains so dear to the UN systems. Mabingue Ngom does not mince words when it comes to the development of nations which are rocked by security and humanitarian crises in Africa in general and in the Sahel region in particular. Once more the UNFPA regional director for west and central Africa discussed and demonstrated the importance of human capital in sustainable development as well as the path covered, and priorities for a transition in Mali. This happened when he gave a speech on the occasion of the 21st edition of the Bamako Forum and more specifically when he took to the rostrum to address a cross section of Malian youths and other august guests on a special session that dwelt on demography, peace and security in Sahel. The theme of the 21st edition of the Bamako Forum opened discussions on the importance of investing in human capital and its role in the fight against unemployment and poverty. Another important issue that was tabled during the forum was the analysis of the negative impact of an investment deficit in human capital at times like these when the sub region is rocked by radicalization, violent extremism, and illegal immigration.

On the importance of investing on human capital and the fight against unemployment and poverty

It should be recalled that Mali and all countries of the Sahel region are still to understand the importance of human capital in alleviating not only poverty and curbing unemployment; but also in the constant search of significantly reducing human sufferings. This part of the continent is rocked by acute security crises. The situation was recently worsened by the coming of the covid 19 pandemic.

In fact, available statistics have it that the situation is alarming. Terrorist attacks perpetrated repetitively have not given room to states to fully invest in human capital from the inception of security and humanitarian crises in the Sahel region in general and Mali in particular. So far many war victims – civilians and soldiers – have been recorded in the region. The same is true with thousands of refugees and internally displaced people who have fled the war-stricken zones for more peaceful environment that enjoy relative calm but where basic services are not always fully provided.

Under such a fragile context, the human capital has taken a powerful stroke. Youths who represent the future of Africa are not in classrooms to build their soft skills and their life skills that will help them reshape the future of the Sahel region. In these circumstances, despite the call from UNESCO through the School Cannot Wait initiative youths are not enjoying education like their counterparts in other regions of the world. It is time states in the Sahel region invested in human capital despite the security and humanitarian challenges. It is a clarion call from UNFPA that cuts across the corridors and borders of countries that are involved in war across the Sahel region. By investing in human capital, states are going to allow the development of qualifications, competences and knowledge that can foster economic growth and do away with social inequalities. If all countries that



are suffering from these crises invest in human capital, this will surely facilitate a strong social cohesion and the resilience of youths will be reinforced.

On disablers of investing in human capital

Countries of the Sahel region and Mali to be specific face the huge challenge of how to achieve investments in human capital while insecurity is eyeing and swallowing a big share of their budget on the one hand. On the other hand such countries are under the burden of paying back debts with high interest rates and looking for more debts to keep life going without forgetting poor governance, which remains a cankerworm in most, if not all the states which are hit by crises.

In a bid to do away with these issues, states should solely rely on facts and available data to set their priorities and orientate decision-making processes at the level of the government and with partners. It is in this regard that since 2020, countries of Sahel launched a project in view of understanding the root causes of the region's fragility. This was done with UNFPA and the target was to carve a sustainable development pathway which is based on human capital. The new paradigm shift recommended aims to carry out objective debates void of passion on the Sahel region and which allows parties to engage on a constructive dialogue with emphasis on population, peace, and security from field evidences.

In the Sahel region where budgets allocated to security and humanitarian crises are as high as 30 percent of the total budget, the sky of investment in human capital is full of thick nimbus clouds. Such countries cannot have a human capital that is resilient and ready to take up the 21st century challenges. While such countries pour more investments in maintaining a rather shaky and relatively peaceful environment, education, health, basic infrastructure remain underrepresented in the national budget. UNFPA is ready to work with states

and partners to reverse this situation while relying on findings obtained from research in all countries of the Sahel region. So far, some available data show that for human capital to be competitive there should be a common consensus within the region as per the budget allocated to investments that will trigger the development of resilient human capital that can drive sustainable development.

The future of Sahel is with UNFPA and it is now

The prevailing situation in the Sahel requires a synergy of actions whereby actions speak louder than words. Concrete actions need to be carried out in favor of youths so that they can take up development challenges within the region. In a bid to attain development and emergence, there is a dire need to capture the demographic dividend. The said emergence can only be achieved if countries in the Sahel region carry out strategic investments in some key domains that will definitely boost the construction of a strong human capital. These domains include health, education, creation of decent jobs for youths and, on top of that, good gover-

nance.

UNFPA through the voice of Mabingue Ngom rejoices today because African statesmen have understood the need to act by implementing policies that permit their countries to reap from the demographic dividend and to pave their way to development. With the involvement of the African Union with an action plan on demographic dividends at national levels in 2017, there are good grounds to say that states are on the right path; but aspects pertaining to governance and partners need to be re-considered.

UNFPA today like yesterday calls on all states of the Sahel region to get inspired by works on demography, peace, and demographic dividend before designing any development policies. In addition, youth human capital should remain a top priority and enough resources should be mobilized for this purpose. It is in this way that difficulties faced by the Sahel region will be overcome for a region that will be more peaceful, prosperous and where an inclusive, harmonious and sustainable development will be witnessed.

Clovis MBEUDEU



HUMAN CAPITAL, A DRIVING FORCE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE SAHEL REGION

... Réaction...

MABINGUE NGOM, Regional Director UNFPA West and Central Africa, Keynote speaker

What is your take-home message as we draw the curtains on the 21st Bamako Forum?

I think there is awareness. And the fact that the forum's organizers and partners are putting the issue of human development as the theme of the year in a context of humanitarian security crisis is a strong message. It is a form of recognition that the military response is far from solving the problems of the Sahel. I think that's one of the things I'm taking away.

The second thing shows that the partners remain convinced that the best way forward is for the partners and the countries to work together in view of the problems facing Africa and especially the Sudano-Sahelian zone.

There is also the work that has been done on peace and security, which allows us to take the heat out of the debate, to have a more objective debate because everything is guided by facts. For example, when we say that a country invests more than 30 percent of its budget in security, we say hats off to those states. This should not be understood as a problem of bad governance, of course bad governance exists, but this problem goes beyond the current interpretations that many have of the situation in Sahel countries. One example is Chad, where last year President Deby told me that security spending is at 30 percent. The question I have always asked myself is how a country can survive such a situation. The second thing is that this is already a norm, but despite the thirty percent security spending, they are still fragile and are forced to increase their spending to 32 or 35 percent. They will surely cut these five percent from education, health, infrastructure which already have insufficient budgets. This creates crisis situations in the education and health sectors. So we create social tensions that affect social cohesion. These investment deficits in these sectors create the crises that we are experiencing and that we want to resolve.

In my humble opinion, we need real partnerships around these issues. On the one hand, we need to have social protection programs because when the fire burns, we need to put it out through firefighting operations. But this is not enough because if massive programs are not put in place, the fire will start again everywhere. So we have to launch these ambitious programs that must help and at the same time respond to this emergency, to this military imperative, so when we add up the total, it will be about three hundred percent of the budget. These resources can only be mobilized through partnerships. Let's not forget that there are several crises, notably the humanitarian crisis, and more particularly the debt crisis. Countries



are already unable to repay the debt service but they will borrow to make new investments, they will borrow to acquire military equipment, to build classrooms, to pay teachers, and despite all this, they are unable to balance their budget. So I think it's just a show of partnership, of solidarity, to be able to help. But I think it's not just philanthropy because if the situation in the Sahel continues, it will affect Europe and other parts of the world. It is therefore time to act together to prevent perverse effects from creating an unmanageable situation. Imagine that what is happening in Mali continues in other countries. I believe that this is the moment to act, and it is everyone's business. That's why I like the idea of the UN Secretary saying that no one is safe until we are all safe. The insecurity of others affects my security. So the world has to think from the family, from the Continent, and let one person's problems be everybody's problems and it is this spirit of solidarity that really has to be developed and strengthened. I welcome the fact that there is a dispassionate debate that is more strategic and that revolves around efforts to speed up the process and address the concerns of the most important groups. Imagine how you can be in a country and ignore the most pressing issues of the largest groups. This is how you create situations of radicalization, instrumentalization and explosions that we experience in most countries. If the right solutions are not found, in the medium and long term the situation could become unmanageable. The last aspect that I can underline is an additional alert at a higher level than what we have given in the past years and I imagine that it will be more effective because at the moment we have data on the table, evidence that can support the occurrence of risks and then we can already see the effects of this fragility in the countries of the sub-region and perhaps partners of the countries and all of

us know what will happen.

There are some very strong signals and I hope that they will be heard and together we will take the necessary measures to avoid the worst. I think that you people in communication have an extremely important role because in Bamako we have about 500 people but I think that every time you put out a bit of Ladies News you already reach a hundred people. You can imagine that if everyone relays the message and tries to amplify it with social media, I believe that we have the possibility of making sure that the messages reach decision-makers, young people, and governments who have not understood a certain number of challenges or the seriousness of not acting quickly at a time when some of their neighbors have fallen into the eye of the storm. I believe that communication and especially you who are accompanying us on this extremely important project, your role is as important as the role of governments, donors and other actors. Young people must also play their part and I take this opportunity to pay tribute to them for what we are doing together because we have created an agenda today and at least everyone agrees that if we do not solve the problems of young people as a matter of urgency, we are heading for extremely painful times that Africa does not need. Africans have suffered so much that we must not miss the 2030 and 2033 dates. I think we all want a peaceful, prosperous Africa, an Africa led by its children, and it is not these children who do not go to school who will be able to give us the Africa we want. It is absolutely necessary to resolve the issue of education, training, health, to resolve the problems of governance that we have on the continent. We have what I call the magic squares to win the bet of the Africa we want by 2033.

Transcribed and translated by Clovis MBEUDEU

« Il faut un talent pour gagner un jeune mais il faut un travail en équipe pour gagner un champion »

En marge du sommet de Bamako, au cours duquel il a été question de rechercher les solutions efficaces aux problèmes qui minent les populations africaines en général, et en particulier celles de l'espace dénommé G5 Sahel, le Représentant Résident de l'Unfpa au Mali n'est pas passé par quatre chemins pour indiquer la voie à suivre dans le cadre d'un entretien accordé à Ladies News.



Après la tenue de ce forum, quelles sont vos attentes ?

Le forum de Bamako c'est une plateforme qui est incontournable. C'est une rencontre qui a réuni les experts de différentes disciplines pour venir réfléchir sur le plan stratégique, sur comment avancer sur le bien-être et sur les conditions de vie des africains. Après les échanges qu'on a eu durant ce forum, il ressort que nous sommes en train d'arriver aux conclusions selon lesquelles il faut un travail d'équipe, il faut les différentes personnes pour travailler ensemble sur différentes disciplines. Parce que, avant, les personnes chargées de la sécurité comme les militaires par exemple, les acteurs au développement, travaillaient à part. Avec cette option de travailler seul par endroit, nous ne pouvons pas réussir. Lors de mon allocution pendant le forum, j'ai souligné qu'il faut un talent pour gagner un jeune. Mais, il faut un travail en équipe pour gagner un champion. Aucun pays au monde n'a réussi à résoudre les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui avec la solution militaire. C'est la même chose avec la paix. Pour avoir la paix il faut dialogue, un dialogue inclusif auquel toutes les parties doivent prendre part. Mais, même la paix ne peut pas être durable si on n'a pas un développement. Parce que, si la population n'est pas éduquée, si on pas une bonne couverture sanitaire, s'il n'y a pas les emplois pour jeunes, même s'il y a dialogue de façon durable ça ne va pas continuer parce que les gens seront à la fin radicalisés. Il y aura des violences et du vandalisme. Ce sont ces problèmes qu'on trouve au niveau du Sahel et d'autres pays africains. Maintenant, si on prend le développement seul, il ne va pas résoudre le problème. Prenons par exemple le cas de la démographie, elle vient jouer un rôle ici et c'est là où l'Unfpa intervient dans le cadre du développement. Quand on parle de démographie certaines personnes pensent que c'est la taille des populations pourtant c'est non ! C'est le taux de croissance qui est important

dans la démographie, la rapidité avec laquelle la population s'accroît. Par exemple toute la population africaine peut vivre dans la souffrance territoriale camerounaise par exemple il n'y aura pas un problème d'espace. Le problème c'est le taux de croissance qui est plus rapide que le taux de croissance économique et avec cette situation, la population devient de plus en plus pauvre.

La deuxième chose c'est que quand la croissance de la population est non maîtrisée, il y aura plus de dépendance par rapport aux personnes qui travaillent. Cela voudrait dire que la charge sur la population qui travaille est énorme et là on se retrouve dans une situation où on ne peut pas avoir les hommes de qualité et cela renvoie au terme de capital humain qui est une façon de mesurer la qualité d'hommes, du genre est ce que c'est l'éducation qu'il faut ? Est-ce l'éducation qu'il faut ? Est-ce que les gens sont en bonne santé ? Est-ce qu'ils travaillent ? Voilà ce qui a constitué nos assises de Bamako pour voir comment travailler en synergie pour résoudre ces problèmes.

Qu'en est-il des partenaires au développement ?

L'Unfpa travaille beaucoup plus pour appuyer les gouvernements et le partenariat est très important pour les pays africains. Je m'explique : dans les pays africains, les dépenses militaires et sécuritaires prennent 25 à 30% du budget de l'Etat. Aucun pays au monde ne s'est développé avec une dépense militaire qui est très élevée. Les dépenses militaires sont 2%, 3%. Mais, en Afrique, nos dépenses vont exagérément au-delà. Avec cela, il n'y a pas l'espace pour investir sur le capital humain. Et c'est où le pays doit recourir pour avoir des partenaires qui peuvent l'aider. D'où la présence du partenaire Unfpa qui est là pour leur donner des conseils techniques.

Recueillis par Chantal NGA et retranscrits par Rodrigue Florent NGANI

FORUM DE BAMAKO

L'investissement sur le capital humain au cœur des préoccupations

Ce que l'on retiendra du Forum de Bamako qui vient de s'achever, c'est incontestablement : le devenir de l'Africain. De l'avis des participants à ces échanges, les dirigeants du continent doivent mettre l'accent sur le capital humain pour avoir des ressources de qualité afin de relever le défi d'un développement durable.

Les travaux de la 21^{ème} édition du forum de Bamako qui se sont achevés le 21 mai 2021, ont connu la participation de plus de 350 personnes tous grades et fonctions confondus. Dans la capitale malienne, les participants venus de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe ont débattu sur le thème « Développement durable et capital humain : bilan et priorités opérationnelles pour la transition du Mali ». Le président du Forum de Bamako, Abdoullah Coulibaly, a rappelé que l'Afrique n'est pas pauvre mais, pour se développer, ses dirigeants doivent investir dans le capital humain. Donnant l'exemple du Mali, du Burkina Faso et du Niger, il a noté que plus de 60% de la population de ces pays sont âgés de moins de 15 ans.

« L'État doit investir dans cette tranche de population pour leur assurer une éducation de qualité afin qu'ils puissent assurer le leadership de demain et développer le continent africain. Malheureusement, la plupart des États ne jouent pas ce rôle ; ce qui peut aboutir à des tensions et l'insécurité lorsque ces jeunes deviennent des adultes. C'est ce que nous vivons aujourd'hui dans les pays du Sahel où des jeunes ont pris des armes, faute d'emplois », a regretté M. Coulibaly. « Il faut un leader pour harmoniser tout ce savoir et cela demande l'organisation du capital humain », a ajouté Abdallah Coulibaly. Pour l'ancien président du Haut conseil islamique du Mali, Imam Mahmoud Dicko, il faut investir dans la jeunesse pour avoir des ressources humaines de qualité. Seulement, le guide religieux constate que l'Afrique manque de plus



en plus de leaders capables de tirer les autres vers le haut. Ce qui lui fait dire que « la locomotive africaine est en panne depuis quelques années ». D'où les difficultés que l'on rencontre un peu partout en Afrique.

Convergence de vues entre la Cedeao et la Banque mondiale

Le représentant de la Cedeao au Mali, Pr Hamidou Boly, a invité les États et les gouvernements à révolutionner leurs systèmes éducatifs à l'image des dragons asiatiques qui, en dix ans, ont

réussi ce pari avec des résultats probants dans le développement économique et social. La Directrice de la Banque mondiale au Mali, Mme Soukeyna Kane, partage ce point de vue. Pour elle, le moment est venu pour l'Afrique de rebâtir son système éducatif ; ce qui permettrait, à son avis, d'avoir, dans les prochaines années, des ressources de qualité capables de changer la marche du continent africain. Elle a rappelé que le capital humain est le moteur essentiel du développement durable. Comme à la

dernière édition, Pr Alioune Sall, Directeur exécutif de l'Institut des futurs africains, a prononcé la leçon inaugurale. Il a, pendant 40 minutes, axé sa réflexion sur le capital humain en invitant les responsables étatiques à valoriser les ressources humaines. « C'est à la fois un défi majeur et un impératif pour tous les pays africains qui sont à la quête de ressources humaines de qualité », a-t-il dit.

Chantal NGA en collaboration avec des confrères à Bamako

FORUM DE BAMAKO

Le capital humain, un enjeu majeur

La 21^{ème} édition du forum de Bamako s'est ouverte jeudi 20 mai 2021 dans la capitale malienne. Cette édition qui s'est déroulée en mode hybride (présentiel et par visioconférence), s'est tenue dans un contexte de transition au Mali et de crise sécuritaire dans le Sahel. Elle était placée sous le thème : « Développement durable et capital humain : bilan et priorités opérationnelles pour la Transition au Mali ».

Des informations en provenance de Bamako font état de ce que la thématique sur le capital humain s'est imposée au forum sans doute en raison de la nouvelle donne politique survenue au Mali au cours de l'année 2020. Il s'agit de la crise politico-sécuritaire et la transition politique en cours dans ce pays qui occupe une position stratégique dans le Sahel. Ce Forum s'est donc voulu, un important cadre de réflexion sur les problèmes sécuritaires et les questions de développement dans l'ensemble du Sahel.

Au total, 11 panels constitués d'experts maliens et étrangers ont contribué à animer ce forum sur des questions de développement durable et le capital humain. Ce grand rendez-vous du donner et du recevoir a permis de passer en revue l'évolution du contexte sécuritaire et les enjeux régionaux ainsi que



la gouvernance locale. Des questions de décentralisation, de développement et de prévention des conflits ont aussi été abordées au cours de la rencontre.

L'accord pour la paix et réconciliation et la présence militaire française dans le Sahel ont été évoquées par des panélistes. Les participants ont exposé la problématique liée à l'insertion socio-économique des jeunes ruraux et du soutien aux femmes dans l'industrialisation en Afrique.

Après 21 éditions, de nombreux Maliens s'interrogent sur l'impact de ce forum sur le Mali. Selon les organisateurs, ce forum a dressé un éventail de recommandations qui ont été remises aux autorités. La mise en œuvre de ces recommandations dépendra maintenant de la volonté politique des gouvernements.

Rodrigue Florent NGANI

SANTÉ DE REPRODUCTION

Les filles maliennes exposées à l'avortement

La difficulté d'accès aux méthodes de planning familial par les jeunes filles a considérablement augmenté le taux d'avortement en territoire du Mali.

Réunies à Bamako, la capitale malienne en fin de semaine dernière, les femmes maliennes autour de la presse internationale et surtout d'ONU Femmes se sont réunies pour poser sur la table, les problématiques relatives à la jeune fille malienne. Si les problèmes de la jeunesse sont quasiment généraux sur l'ensemble du continent, au Mali, on s'inquiète davantage de la situation de la jeune fille, et surtout d'une montée flagrante du taux d'avortement dans le pays. C'est d'ailleurs le constat fait par le Dr Ngueye, médecin généraliste. « Y'a beaucoup de problèmes que la jeune fille malienne rencontre. Mais le problème spécifique qu'il faudrait prendre à bras le corps et avec beaucoup de sérieux c'est le problème d'avortement. Ici avec les méthodes de planification familiale, l'accès pour les jeunes filles est un peu difficile. Ce qui fait qu'elles ont habituellement les problèmes de grossesses non-désirées, ce qui aboutit à des avortements clandestins avec par la suite beaucoup de complications qui surviennent », renseigne ce médecin. Et ses difficultés par la suite ont nettement un impact sur le tissu social qui est par la suite fragilisé à plusieurs échelles. « Il y'a habituellement un impact au niveau du centre de santé, de la famille, car l'avenir obstétrical de la jeune fille est désormais en danger. Car il faudrait avouer que notre société est un peu fermée là-dessus », renseigne Docteur Ngueye. Une situation qui a littéralement touché même les établis-



sements scolaires. « Il Ya des élèves qui sont davantage touchées, même si toute la société malienne est touchée », précise-t-elle. En indiquant que « les centres de santé sont habituellement au courant de cette situation, quand les complications sont déjà observa-

bles, alors elles se dévoilent dans les formations sanitaires. Et ce ne sont pas les sorties de crise qui manquent ».

Une situation difficile et préoccupante qui a amené la femme malienne aux travers des associations et certaines femmes a décidé de

prendre à bras le corps ce problème, question de proposer aux autorités des possibles solutions qui permettront à coup sûr de souffler un peu. Et dans ce rang de solutions, Docteur Ngueye pense que : « Il faudrait ouvrir les débats et les discussions autour de cette problématique. Mais aussi qu'il serait urgent de faire des enquêtes, parce qu'au niveau national les chiffres sont difficiles à trouver, car les chiffres actuels sont un peu vieux. On sait que c'est un problème qui existe, il faut mener une recherche sur l'ampleur de la situation. Mais aussi que l'Etat s'engage un peu plus sur l'ampleur de la situation. C'est vrai qu'il y'a les soins après cas qui existent. Mais il faut aller un peu plus loin que ce qui existe », souligne-t-elle, tout en souriant comme pour indiquer que si la femme et la société maliennes sont conscientes de la situation, alors tout changera à coup sûr le plutôt. Mais la jeune fille devrait par la même occasion prendre conscience que l'interruption de la grossesse est dangereuse. Car au Mali, la loi l'interdit d'ailleurs. Sauf exception. Comme on peut l'observer dans la Loi de 2002. Qui stipule que « la femme peut mettre un terme à la grossesse lorsque elle survient en cas de viol, d'inceste, ou quand la vie de la femme est en danger ».

Chantal NGA, à Bamako au Mali

AUTONOMISATION DE LA JEUNE FILLE MALIENNE

La forte implication de l'Etat

Pour la ministre sortante de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Bintou Founé Samaké, participante aux travaux de Bamako, l'Etat malien met tout en œuvre pour sortir ces couches de la société des difficultés qu'elles rencontrent.

« La première action qui est vraiment significative est d'avoir érigé depuis 1997, un ministère chargé de mener la politique de promotion de la jeune fille malienne », renseigne le responsable de ce département ministériel face à la presse internationale réunie à Bamako afin de poser les thématiques relatives à l'émergence de la jeune fille africaine, et le cas spécifique de celle du Mali. Et dans ses politiques, le gouvernement malien a mis sur pied des programmes y afférents. C'est ce qui justifie la mise sur pied d'un programme décennal d'épanouissement et de promotion des femmes qui a été mis sur pied. Ledit programme met en vitrine un paquet d'activités dirigé vers la jeune fille pour son autonomisation. Il y'a la question de la scolarisation de la jeune fille. Car tout commence par une éducation de qualité pour la jeune fille. Ajouté à cela, la ministre du portefeuille en charge de ce secteur d'activités renseigne tout de même que : « il y'a des programmes centrés sur l'auto-emploi de la jeune fille, mais aussi des programmes centrés sur la participation des jeunes fille, car c'est une couche qui est souvent ignorée dans les programmes. Or l'on doit prendre en compte ses problèmes dès l'adolescence, la puberté ». Et tout ceci serait donc la conséquence d'un vide observable précédemment dans la société malienne. Et le bilan n'est pas louable, au vu des problèmes toujours perceptibles dans la société malienne. Et à ce sujet, la ministre de la promotion de la Femme, de l'enfant et de la famille malienne a des justificatifs de cet état de chose sur le territoire national. « Les problèmes d'insécurité et des conflits dans le pays ont littéralement freiné l'élan gouvernemental. Les écoles sont fermées et les jeunes filles sont devenues davantage vulnérables », renseigne Bouhari Samaké. Et pour y tourner le dos à cela, elle pense que « il faut développer d'autres stratégies pour faire face à toutes ses difficultés. On peut se réjouir qu'il y ait des débuts d'initiatives qui sont obser-



vables, telles que l'implication des jeunes filles dans le processus de maintien et de sécurisation. Mais, la question de la vulnérabilité des jeunes filles demeure ». Et depuis quelques temps, le gouvernement malien a adhéré vraiment aux recommandations de la Conférence de 1994 sur la population, mais aussi à la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, et le pays est en train de développer tout un programme pour lutter contre toute discrimination à l'égard des genres. Mais aussi l'on peut observer cette Loi votée au Parlement qui condamne toutes les violences basées sur le genre. Ce qui, pour ce membre du

gouvernement « est une avancée considérable et significative ».

Alors qu'elles font face habituellement aux violences conjugales et même autres, l'Etat malien renseigne sa ministre en charge des secteurs dédiés à la Femme, Femme et Enfant est en train de développer des outils, car si on le fait, il y aura pas d'autonomisation. Et dans l'idéal de toujours rester au contact des problématiques qui touchent cette population, il y a une plateforme mise sur pied qui produit un rapport tous les cinq ans sur l'état des lieux de cette discrimination de genre. Mais à ce jour, « le Mali est en train d'aller vers le respect de ses enga-

gements vis-à-vis de la jeune fille » dixit Bouhari Samaké.

Transition générationnelle

Alors que l'on taxe habituellement les Etats africains et ses gouvernants d'être surannés, la communauté internationale privilégie davantage le transfert de compétence dans le cadre de la gestion des affaires publiques. Si la question est encore perçue difficilement par ses Etats au vu du taux observable, même la question de l'implication de la femme dans la gestion des affaires publiques demeure. Au Mali, les femmes représentées au gouvernement représentent pratiquement 15 à 20% de l'effectif total. Ce qui ne respecte pas toujours le quota des Nations unies, soit 30%. Pour la ministre malienne de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, « il y a des obstacles observables pour cette transmission. Car tout ce que nous considérons comme des valeurs sont souvent saqués par d'autres qui les considèrent comme des non-valeurs. Et là nous nous retrouvons dans un conflit de valeur. Aujourd'hui observez l'utilisation du téléphone mobile dit « androïde » par cette jeunesse. Vous constatez que nous n'arrivons pas à transformer cela comme une valeur. Il transmet d'autres valeurs à cette jeunesse qui ne sont pas les nôtres et qui font en sorte qu'il y a habituellement conflit générationnel », constate-t-elle. Et dans le rang des sorties de crise, la classe féminine malienne pense qu'il faut mettre sur pied « des outils pour permettre à ce qu'elle puisse nous servir et non nous desservir ». Car cela ne tienne, le Mali par l'entremise des pouvoirs publics confie que des rencontres intergénérationnelles doivent se multiplier pour échanger de façon beaucoup plus physique des problématiques liées à la jeune fille.

Chantal NGA, à Bamako au Mali

IMPLEMENTATION OF SIGIPES II

Simac and Afritech awarded the contract

Joseph LE, the Minister of Public Service and Administrative Reform, flanked by his counterpart Louis Paul Motaze of Finances, and also president and vice-president of the Inter ministerial Committee in charge of the assistance of the service provider, chaired Monday, May 17 2021 in Yaoundé, the fifth session of the said Committee with a view to better monitor and control the project for the implementation of a new IT system for the integrated management of State personnel and second generation pay better known under its French acronym SIGIPES 2.

As part of the selection of companies to ensure the implementation of the new IT system for integrated management of State personnel and second-generation payroll (SIGIPES 2), two companies including one foreign service provider and a local one caught the attention of the government. They were selected for the implementation of the new SIGIPES 2 project, and also provide assistance throughout the implementation phase of the project as well as its management.

Indeed, companies which were awarded the contract were unveiled on Monday, May 17, 2021 in Yaounde. This follows the notice of Call for Expressions of International Interest launched on August 25, 2020. The Tunisian company Simac will be in charge of the implementation of the new SIGIPES 2 system project, and the Cameroonian company Afritech, for its part, will provide assistance to the contracting authority. These selected service providers will be responsible for the full or partial operation of government human resources management software, for the support of one or more HR processes. Their choice for this very complex task is no coincidence.

The Minister reminded the audience of the various stages of the procedure which led to the selection of these two companies. "We have come to the end of an extremely rigorous selection process in which we have held on to two main things: first, transparency in the process and secondly strict adherence to public procurement rules. At the end of this whole process, the



inter ministerial committee has just examined and approved the selection of these two companies," said the Minister of Public Service and Administrative Reform Joseph LE, in his capacity as chairman of the said committee.

Simac (IT Management and Communication Company)

The management of State personnel and payroll through the Integrated Management System of State personnel and payroll, delivered in its second phase, hereinafter referred to as Sigipes II, will be carried out with the contribution of the Company of management and communication informatics (Simac). The Tunisian com-

pany was chosen by the inter ministerial committee responsible for providing assistance to the service provider, monitoring and controlling the Sigipes II project, led by the Minister of Public Service and Administrative Reform, Joseph LE.

The Simac was indeed selected in view of its offer and the guarantees it provided. With a score of 90.92 / 100 and for an amount of 4.2 billion CFA francs, it came first ahead of the companies INVOLYS (87.94 / 100) and AGIRH (74/100). Simac is a company that has been operating for 35 years in the field of IT systems for the digital transformation of public administrations and private institutions.

It has developed a solution for payroll and

human resources management called Open RH. This is a multilingual solution (French and English in particular), which guarantees security, dematerialization and time management with the possibility of interfacing with digital time clocks. The Tunisian company proposes to complete this work within 24 months.

For the success of the technical phase which will follow this stage of validation of the selected companies, the president of the Inter ministerial Committee Joseph LE, recommended a participatory and smooth collaboration.

Rodrigue Florent NGANI

FONCTION PUBLIQUE

493 fonctionnaires et agents de l'Etat licenciés

Les mis en cause sont accusés de n'avoir pas déféré aux convocations du Conseil permanent de discipline de la Fonction publique. Les premières sanctions correspondantes à l'absentéisme chronique de ces fonctionnaires et agents publics sont tombées.

Le Tweet posté par Joseph LE, le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative du 21 mai 2021 annonçait le licenciement de 193 fonctionnaires et agents de l'Etat relevant du Code du travail. « J'ai signé ce jour une série d'arrêtés portant licenciement et révocation d'office d'une 1ère vague de 493 agents publics » a écrit le Minfopra dans compte tweeter. Joseph LE indique que ces sanctions sont prises conformément aux dispositions des décrets No 78/484 du 9 novembre 1978 et No 94/199 du 7 octobre 1994 portant respectivement Code du travail et Statut général de la Fonction publique.

Joseph Le relève que, nonobstant de nombreux communiqués et mises en demeure du ministre des Finances et celui de la Fonction publique et de la

Réforme administrative (MINFOPRA) à l'adresse des mis en cause, seuls 601 personnels sur les 8766 concernés ont daigné déférer aux convocations du Conseil permanent de discipline de la Fonction publique.

Au terme de leurs auditions, 177 mis en cause ont été réhabilités aux travers des reprises en solde simple assortis d'avertissements, blâmes, abaissements d'échelons, etc. Il convient de souligner, rappelle le MINFOPRA, que cette importante opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'absentéisme chronique des agents publics. Les listes y afférentes peuvent être consultées sur le site web du MINFOPRA à l'adresse www.minfopra.gov.cm.

R F N



PEACE AND LIVING TOGETHER

The Cameroon National Commission for UNESCO observes the day of Living together for peace

As part of the 4th edition of the International Day of Living Together for Peace celebrated every May 16, the Cameroon National Commission for UNESCO organized a round table on May 18, 2021 in Yaoundé.

The related discussions revolved around the theme of this 4th edition "Living together in peace :challenges and resilience in the context of Covid-19". The meeting was chaired by the Minister of Basic Education represented on the occasion by his Secretary General Adams Oyono and was attended by renowned panelists among whom, Dr Georges Ewane, the moderator, Pr Armand Leka Essomba, Pr Paul Elvic Essomba, Dr Richard Makon, Dr Bertha Ekwoege Koggerson and Pierre Vincent Ngambo.

Indeed, on the occasion of the celebration of this 4th international day of living together in peace, the Cameroon National Commission for Education, Science and Culture mobilized several thinking heads with a view to working for the implementation of a dynamics of mixing, communion and exchanges between Cameroonians of all origins, category and so-



cial strata.

In a context marked by ethnic diversity with

more than 200 ethnic groups, the essence was to unearth the ways and means in order to im-

prove living together at the same time on the cultural, socio-cultural, political, religious level , sports, administrative and even educational.

It is therefore in line with this problem that the National Commission for Unesco decided to organize this round table during which the various panelists returned to a deep diagnosis that shed light on the questions that could undermine harmonious living together. Speakers, for over two and a half hours, outlined a number of possible solutions, including education, information and the promotion of actions that would allow each citizen to interact in a favorable manner to create social cohesion so dear to the development of communities.

Rodrigue Florent NGANI

... Réactions...

ADAMS OYONO , Secretary General of the Ministry of Basic Education, Minedub spokesperson.

As you know, the international community celebrated on May 16 the 4th edition of the Day of Living Together in Peace on the theme: Living together in peace between challenges and resilience in the context of Covid-19. This theme also concerns Cameroon given the various socio-political crises it faces and around which the Head of State has placed a number of tools such as the national commission for the promotion of bilingualism and multiculturalism. This is one of the secular elements in the fight against various extremism and in particular the promotion of living together. The Unesco National Commission was keen to organize this thematic round table, which

we followed with great interest. The presentations are of quality no longer to be demonstrated thanks to the civil society experts gathered here. The concept of society in which living together is exercised will be understood more in the sense that is not only real but also abstract. We have retained the necessary involvement of issues related to teaching and home training. The Ministry of Basic Education would like to thank all the actors who took part in the success of these consultations and at the same time express the wish that this type of communication can come out of university lecture halls to reach the fundamental targets of social actors "



DR. EKWOEGE KOGGERSON BERTHA, Panelist

"We want the pedagogy to be in line with Unesco"

I think we are advocating a transformative education in the sense that we do not just teach facts for learners to only memorize and reproduce but we want people to live those things they learn. This is because when we teach, we want them to live them in the society and be active contributors. So by proposing an education which is transformative, we want to challenge pedagogy i.e the kind of teaching that teachers have been carrying out in the field. We want the pedagogy to be in line with Unesco and in this vein we are proposing participative pedagogy where we involve people at the personal level. After that involvement we try to see how they can get support towards living

what they have learned.

Covid-19 with its consequences like children losing their parents, some people losing their jobs, and people being psychosocially tortured and as a society living together we need to support one another, we need that spirit of empathy, that spirit is tolerance, that spirit of acceptance and then if you see Covid-19 it challenges our conventional living together. Now, the preventive measures that are put in place like social distancing are difficult for some people. We have to learn in terms of living together that you are not just living for yourself. Even in schools you have to encourage children to follow these preventive measures because if they do not, there are carriers that are not visible enough and if they do well they will not help to spread the disease.

Interviewed by R F N

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE

Unfpa passe ses actions au scanner

Les Nations Unies ont observé la Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale depuis 2013. La journée du 23 mai a pour but de sensibiliser la population à cette question et de mobiliser un soutien dans le monde entier.

En 2003, l'Unfpa et ses partenaires ont lancé la Campagne mondiale pour éliminer la fistule obstétricale, qui est maintenant active dans plus de 55 pays, travaillant à prévenir et à traiter la fistule, et à réhabiliter les survivants de la fistule. À ce jour, l'Unfpa, en tant que chef de file de la Campagne mondiale, a directement soutenu plus de 113 000 réparations chirurgicales pour les femmes et les filles, et les agences partenaires en ont soutenu des milliers d'autres. Ces traitements contribuent à restaurer la santé et l'espoir des survivantes, leur permettant ainsi de reconquérir leur vie et leur dignité.

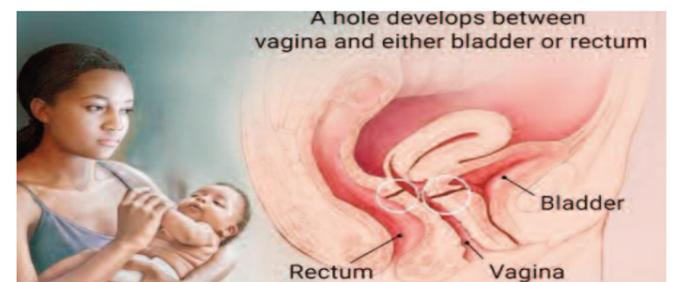
Des milliers de femmes et de filles ont également bénéficié de services de réintégration, notamment de formations professionnelles et de petites subventions pour créer des entreprises, avec l'aide du

Fonds thématique pour la santé maternelle et néonatale. L'Unfpa a également soutenu la formation de milliers d'agents de santé, notamment des chirurgiens, des sages-femmes, des infirmières et des agents de santé communautaires. Ces professionnels de la santé jouent tous un rôle crucial dans le traitement de la fistule, la prévention de son apparition, l'identification des survivants et leur orientation vers des soins.

En 2013, les Nations Unies ont commémoré la première Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale, le 23 mai, afin de sensibiliser à cette question et de mobiliser des soutiens dans le monde entier. La Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale est observée chaque année dans le monde entier par les partenaires qui s'engagent à éliminer la fistule. En 2016,

à l'occasion de cette journée, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé le monde à éliminer la fistule en une génération, un message réitéré par la Directrice exécutive de l'Unfpa. En décembre 2018, les États membres ont adopté une nouvelle résolution de l'ONU sur la fistule, appelant à y mettre fin en l'espace d'une décennie, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Cette vision audacieuse relève la barre de la lutte contre la fistule, la plaçant au même niveau que



d'autres initiatives mondiales majeures, notamment mettre fin aux décès maternels et néonataux évitables, mettre fin au VIH, mettre fin aux mutilations génitales féminines et éradiquer la polio.

Par la Rédaction

DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le centre d'incubation et d'intelligence territoriale de Nkomo inauguré

L'honorable Francis Essono, a parrainé le l'inauguration à « Nkomo Maetur » (Ndlr : commune d'arrondissement de Yaoundé 4), du Centre d'Incubation et d'Intelligence Territoriale, le 19 Mai 2021.

C'était dans un climat de convivialité et dans le respect des mesures barrières liées à la pandémie à covid-19, que s'est tenue le Mercredi 19 Mai 2021 la cérémonie officielle de lancement du Centre d'incubation et d'Intelligence Territoriale de l'Institut de Hautes Études sur la Gouvernance Territoriale et la Décentralisation. Située au quartier Nkomo Maetur, dans le quatrième arrondissement de Yaoundé, la nouvelle structure a pour principale mission d'accélérer les porteurs de projets, d'idées et d'entreprises. Pour la première cuvée, le Centre d'Incubation et de l'Intelligence Territoriale accueille vingt-cinq jeunes porteurs d'idées d'entreprises. Ces derniers vont évoluer en communautés pendant les trois-cent-soixante-cinq jours (365 jours) que dure leurs incubations. Ils seront ainsi accompagnés par le réseau des parlementaires pour la promotion de l'entrepreneuriat



privé et l'honorable Essono Francis député à l'Assemblée Nationale, par ailleurs parrain de cette première cuvée. Cette initiative des jeunes entrepre-

neurs porteurs de projets qui compte s'étendre dans d'autres communes d'arrondissement du territoire national, connaît plusieurs partenaires

parmi lesquels le ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa), de l'Apme, du Cfdp Hygiène entre autres.

Au cours de la cérémonie de lancement du Centre d'Incubation et de l'Intelligence Territoriale, qui a d'ailleurs vu la présence de plusieurs autorités administratives de la ville de Yaoundé et de nombreux invités, a été ponctuée par plusieurs articulations dont les plus marquantes ont été la signature d'une convention entre ce nouveau centre inauguré et le CFPI HYGIÈNE, la remise du matériel d'incubation et de travaux pratiques par le Cfdp Hygiène constitué des ordinateurs, téléviseurs, seaux, raclettes pour ménage. Sans oublier la visite des locaux alloués pour ledit centre d'Incubation, puis la photo de famille.

Thierry ELOUNDOU

... Réactions...

HONORABLE FRANCIS ESSONO FRANCIS ,
Parrain de la communauté Alpha Team



multiforme, notamment financier pour la réalisation de leurs projets. On leur a dit que l'argent ne sortira pas de nos poches, nous avons certaines possibilités en tant que parlementaires, et ces possibilités que nous devons mettre en marche pour apporter un appui multiforme à nos incubés. Déjà pour l'ouverture de ce centre d'incubation nous bénéficions de l'appui de l'agence de promotion des petites et moyennes entreprises ainsi que du ministère des Petites et Moyennes Entreprises pour l'Économie Sociale et l'Artisanat. C'est un appui important qui nous permet de trouver des ouvertures à toutes ces start-ups ».

« Ce que les incubés devraient attendre de nous, c'est en termes d'accompagnement, de coaching, de mutualisation des informations d'ouverture. En termes d'appui

MARIE LAURENCE MBALLA , incubée



la production des poulets de chair, aujourd'hui je suis en train de vouloir étendre mon activité dans la distribution. J'attends du centre d'incubation et de l'intelligence territoriale qu'il m'apporte des facilités, qu'il m'apporte des conseils, sur la gestion et la structuration de mon entreprise, et aussi des financements parce que c'est ça le rôle d'un centre d'incubation

Avez-vous pris le temps de vous rassurer que ce projet va attirer davantage de nombreux jeunes comme vous ? Tout projet peut attirer. Nous avons vu aujourd'hui Madame BELEMA Flore Yvonne qui est promotrice d'un secteur d'activité qui fait dans l'hygiène, on a dit

que c'est un métier de l'ombre. Tout métier peut être porteur du moment où on a des personnes engagées qui font leur travail avec professionnalisme. Et maintenant nous souhaitons faire dans la distribution du poulet de chair, c'est un projet porteur parce que la distribution du poulet se fait déjà mais avec quelle méthode ? Nous apporterons un plus dans la manière de distribuer notre poulet. Nous allons par exemple innover avec les emballages et sans oublier que nous avons un carnet d'adresse assez fourni qui ne nous garantit peut-être pas la pérennité mais la durabilité de notre marché.

Propos recueillis par T E

UNIS POUR LA VIE

Mbombog Mbea Mbea convole en justes noces

Le 15 mai 2021 à Pouma, dans la Sanaga-Maritime, Région du Littoral, et à travers une célébration d'une étonnante sobriété, mais riche en symbolisme, ce gardien de la tradition Bassa Mpôo Bati et par ailleurs responsable de la communication de la Représentation de l'Unfpa au Cameroun, s'est marié en présence des invités triés sur le volet. Retour sur les images relatives à cet événement heureux.

